

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VOID VAUCOULEURS
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 FEVRIER 2019

Envoyé en préfecture le 18/02/2019
Reçu en préfecture le 19/02/2019
Affiché le
ID : 055-200066157-20190213-5_2019-DE

Objet : Approbation du Règlement du Comité technique

L'an deux mille dix-neuf, le treize février, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le six février 2019, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Éric ; **Boviolles :** LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines :** TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux :** CAUMIREY Dominique ; **Burey La Côte :** LANGARD Jean Michel ; **Champougny :** VINCENT Éric ; **Chonville Malaumont :** LANTERNE Bruno ; **Commercy :** CARE Florent, GUCKERT Olivier, LE BONNIEC Alain, LEMOINE Olivier, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise ; **Dagonville :** WENTZ Dominique ; **Epiez sur Meuse :** HENRION Mauricette ; **Erneville-Aux-Bois :** DRUPT Hubert ; **Euville :** FERIOLI Alain, HERY Joël , SOLTANI Denis ; **Goussaincourt :** BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** COLLIGNON Daniel *suppléant de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville-au-Rupt :** FURLAN Jacques ; **Lérouville :** BRUNO Patricia, VIZOT Alain, PORTEU Brigitte ; **Marson sur Barboure :** PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise :** DINTRICH Jean Luc ; **Mélny le Petit :** BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne :** CONNESSON Jean Claude ; **Naives-En-Blois :** VAUTHIER Daniel ; **Pagny la Blanche Côte :** ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse :** PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy :** LECLERC Francis ; **Rigny Saint Martin :** POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire :** FALLON Jean Luc ; **Saint Germain sur Meuse :** ANDRE Patrick ; **Sauvigny :** BESSEAU Frédéric ; **Sorcy Saint Martin :** DELOGE Robert ; **Vaucouleurs :** GEOFFROY Alain, GIANNINI Cédric ; **Vignot :** BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine ; **Void-Vacon :** LHERITIER Jean Paul, ROCHON Sylvie

Suppléant présent sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSON Fabrice, **Chonville Malaumont :** BENICHOX Roselyne ; **Laneuville au Rupt :** LUX Michel

Absents

Bovée-sur-Barboure : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois :** BELMONT Stéphanie ; **Chalaines :** HOCQUART Patrick ; **Commercy :** BARREY Patrick, CAHU Gérald, BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, DABIT Annette MAROTEL Jacques, LEFEVRE Jérôme, PAILLARDIN Delphine, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Cousances les Triconville :** BIZARD Michel ; **Euville :** HIRSCH Philippe ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** FILLION Jean Charles ; **Mécrin :** MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand :** WAGNER Dominique ; **Montbras :** THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs :** NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand :** ORBION Claude ; **Neuville-les-Vaucouleurs :** TIRLICIEN Alain ; **Ourches sur Meuse :** GUILLAUME François ; **Pont sur Meuse :** GRUYER Reynald ; **Rigny la Salle :** ASSADOURIAN Marc ; **Saulvaux :** LEROUX Patrice ; **Sauvoy :** THIRIET Philippe ; **Sepvigny :** LIEGAUT René ; **Sorcy Saint Martin :** MARTIN Franck ; **Taillancourt :** MAZELIN François ; **Troussey :** GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse :** FIGEL Régis ; **Vadonville :** BON Bénédicte ; **Vaucouleurs :** DINE Régis ,FAVE Francis ; **Vignot :** CHAFF Daniel ; **Villeroy-sur-Méholle :** LAURENT Eddy ; **Void-Vacon :** BOKSEBELD Virginie, GAUCHER Alain ; **Willeroncourt :** LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

Alain VIZOT de Michel MOUSTY, Dominique WENTZ de Michel BIZARD, Elise THIRIOT de Annette DABIT, Olivier LEMOINE de Jean-Philippe VAUTRIN, Suzel RICHARD de Liliane BOUROTTE, Sylvie ROCHON de Virginie BOKSEBELD, Florent CARE de Patrick BARREY, Robert DELOGE de Franck MARTIN, Jean Claude CONNESSON de Dominique WAGNER, Cédric GIANNINI de Francis FAVE, Alain FERIOLI de Philippe HIRSCH

Secrétaire de séance : Daniel ROUVENACH

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 45

Nombre de pouvoirs: 11

Nombre de suffrages exprimés : 56

VOTES : Pour : 56 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Approbation du Règlement intérieur du Comité technique

13/02/2019 Délibération n°5-2019

Envoyé en préfecture le 18/02/2019

Reçu en préfecture le 19/02/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190213-5_2019-DE

Pour rappel, les élections professionnelles dans la fonction publique se sont tenues le 06 décembre 2018.

Les agents ont été appelés à désigner pour quatre ans leurs représentants dans les instances de concertation de la fonction publique que sont :

- la Commission Administrative paritaire (CAP) ;
- la Commission Consultative Paritaire (CCP) ;
- le Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) ;
- le Comité Technique.

L'article 1er du décret n°85-565 sur les CT prévoit qu'au moins six mois avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le comité technique détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique ou, à défaut, des syndicats ou sections syndicales qui ont fourni à l'autorité territoriale les informations prévues à l'article 1er du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.

Lors de sa séance du 02 mai 2018, le conseil communautaire a décidé :

- du nombre de représentants titulaires du personnel appelés à siéger au sein des différentes instances. Compte tenu du nombre d'agents au 1er janvier 2018 (inférieur à 350) : 5 titulaires et 5 suppléants comme précédemment.
- du maintien du paritarisme dans la désignation des représentants des collèges du personnel et de l'employeur et de préserver le recueil de l'avis des représentants de la Collectivité Territoriale pour établir l'avis du Comité Technique.

Ainsi ces modalités de composition et d'organisation relatives au CT restent inchangées pour les nouvelles élections. Les membres représentants de la collectivité restent inchangés.

L'Article 23 du Décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics énonce que chaque comité établit son règlement intérieur.

Le règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de fonctionnement du comité technique (C.T) pour la Communauté de Communes de Commercy – Void - Vaucouleurs.

Depuis les élections, le CT s'est réuni pour la première fois le 04 février 2019. Les représentants du personnel et les représentants de la collectivité ont émis un avis favorable sur le règlement.

Il s'agit d'approuver le règlement intérieur du comité technique et de prendre acte du procès-verbal du premier CT qui s'est tenu le 04 février 2019.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et notamment son article 32,

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment l'article 23 ;

Vu l'avis favorable du Comité technique rendu le 04 février 2019 ;

Vu le projet de règlement ci-joint

- APPROUVE le règlement intérieur du comité technique ci-joint annexé ;
- PREND acte du procès-verbal du CT qui s'est tenu le 04 février 2019 ;
- AUTORISE le président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 06/02/2019

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

REGLEMENT INTERIEUR du COMITE TECHNIQUE de la Communauté de Communes de Commercy - Void - Vaucouleurs

Approuvé par le Comité Technique du 05 février 2019

Préambule : Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de fonctionnement du comité technique (C.T) pour la Communauté de Communes de Commercy - Void - Vaucouleurs.

I - Composition

Article 1 : Le C.T est composé de :

- 5 représentants du personnel ;
- 5 représentants de la collectivité

Les membres représentant la collectivité forment avec le Président du C.T, le collège des représentants des collectivités et établissements publics.

Le nombre de membres de ce collège ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein du C.T.

Les représentants du personnel sont élus, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985.

Les représentants des collectivités et des établissements publics sont désignés par l'autorité investie du pouvoir de nomination, parmi les membres de l'organe délibérant, ou parmi les agents de la collectivité ou de l'établissement lorsque le CT est placé auprès de ces derniers.

Les suppléants dans chacun des deux collèges sont en nombre égal à celui des titulaires.

II - Mandat

Article 2 : **Durée du mandat**

La durée du mandat est fixée pour 4 ans à compter de la date de l'élection (06/12/18) jusqu'au renouvellement général des élections des représentants du personnel en 2023 pour le collège des représentants du personnel.

Le mandat du collège des représentants des collectivités et des établissements court jusqu'à la fin du mandat électif.

Article 3 : **Remplacement en cours de mandat et fin du mandat**

Pour les représentants des collectivités et établissements publics : leur mandat expire en même temps que leur mandat ou fonction ou à la date du renouvellement total ou partiel de l'organe délibérant ou avant son terme pour quelque cause que ce soit (article 3 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

Pour les représentants du personnel : leur mandat expire avant son terme dans les cas suivants : perte des conditions pour être électeur (article 8 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985), perte des conditions pour être éligible (article 11 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985) et/ou démission.

En cas de remplacement en cours de mandat d'un membre titulaire ou suppléant du C.T, la durée du mandat du remplaçant est limitée :

- à la durée restant à courir jusqu'au renouvellement général des CT pour les représentants du personnel ;
- et jusqu'au renouvellement de l'organe délibérant pour les représentants des collectivités.

Article 4 : **Vacance de sièges**

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un **représentant titulaire ou suppléant de la collectivité**, l'autorité investie du pouvoir de nomination procède à la désignation d'un nouveau représentant pour la durée du mandat en cours.

En cas de vacance du siège d'un **représentant titulaire du personnel**,
représentant suppléant de la même liste désigné par l'organisation syndi-
vacance d'un siège d'un représentant suppléant du personnel, au 1^{er} candidat

Envoyé en préfecture le 18/02/2019

Reçu en préfecture le 19/02/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190213-5_2019-DE

Lorsque la liste des candidats ne comporte plus aucun nom, l'organisation syndicale concernée désigne son représentant, pour la durée du mandat restant à courir, parmi les agents relevant du périmètre du comité technique éligibles au moment de la désignation.

Article 5 : Autorisation d'absence et temps de travail

Les représentants du personnel, titulaires et suppléants et les experts appelés à prendre part aux séances bénéficient d'une **autorisation d'absence** pour participer aux réunions sur simple présentation de leur convocation, tenant compte également des délais de route, de la durée de la préparation des réunions (temps de préparation égal à la durée prévisible de la réunion) et du temps nécessaire au compte-rendu des travaux.

(Article 29 - alinéa 1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

La tenue du Comité Technique ainsi que sa préparation sont assimilées à du temps de travail effectif. Dans l'hypothèse où l'agent ne se trouverait pas en position de travail effectif au sein de sa collectivité, ce temps fera l'objet d'une récupération (sous forme d'heures de congés).

Article 6 : Modalités d'exercice du mandat

Toute facilité doit être donnée aux membres du C.T, titulaires et suppléants, pour exercer leurs fonctions. En outre, communication doit leur être donnée de toutes pièces ou documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions au plus tard 8 jours avant la date de la séance.

(Article 28 - alinéa 1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985).

Les membres du C.T. peuvent consulter les agents durant l'exercice de leur mandat, après une première présentation des dossiers et des premiers échanges en C.T.

Ils sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle ; ils ne doivent en aucun cas communiquer à des personnes extérieures au CT des éléments relatifs au contenu des dossiers ni anticiper la notification des avis.

(Article 28 - alinéa 2 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985).

Article 7 : Frais de déplacement

Les représentants du personnel siégeant avec voix délibérative et les experts convoqués sont indemnisés de leurs frais de déplacement selon le barème réglementaire applicable aux fonctionnaires en prenant pour référence l'adresse de leur résidence administrative.

Les membres du Comité Technique et les experts convoqués ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette instance.

Les représentants suppléants siégeant sans voix délibérative ne seront pas indemnisés de leurs frais de déplacement

(conditions fixées par le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.)

III - Compétences

Article 8 : Les avis

Le C.T est saisi obligatoirement **pour avis** préalable concernant :

□ L'organisation des collectivités et établissements publics :

- suppressions de services et d'emplois ;
- organisation des services (répartition, création, transferts de services, changements d'organigramme résultant de ces réorganisations) ;
- choix du mode de gestion du service public ;
- programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail ;
- participation à la protection sociale complémentaire des agents ;
- prestations d'actions sociales ;
- régime indemnitaire

□ Les conditions générales de fonctionnement des services :

- modalités d'organisation du temps de travail : aménagement des horaires, autorisations exceptionnelles d'absence, organisation du temps partiel, solidarité ;
- compte épargne-temps ;
- adoption de règlements intérieurs ;
- élaboration de plans de formation ;
- conditions d'accueil des apprentis ;

□ L'hygiène et la sécurité du travail :

Le comité technique est consulté pour avis sur les sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;

Il bénéficie du concours du CHSCT dans les matières relevant de sa compétence et peut le saisir de toute question.

Il examine en outre les questions dont il est saisi par le CHSCT,

Il reçoit communication du rapport annuel et du programme annuel de prévention des risques professionnels accompagnés de l'avis formulé par le CHSCT

Information au comité technique

Le comité technique a connaissance :

- du rapport annuel sur les agents mis à disposition ;
- du rapport annuel sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- du rapport biennal sur l'état de la collectivité (bilan social) ;
- des lettres de cadrage des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (assistants/conseillers de prévention) ;
- des observations faites par l'ACFI ;
- des suggestions contenues dans le registre d'hygiène et de sécurité ;
- des résultats de toutes mesures et analyses demandées par le médecin de prévention ;
- de toute décision motivée dans le cas du refus de suivi de l'avis du médecin de prévention dans le cadre de la proposition d'un aménagement de poste de travail ou des conditions d'exercice des fonctions.

IV - Présidence

Article 9 : Le Président du C.T est désigné parmi les membres de l'organe délibérant de la collectivité (*Article 4 - alinéa 1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985*)

Article 10 : Le Président assure la police de l'assemblée, il ouvre les séances, dirige et veille au bon déroulement des débats (organisation de la prise de parole des membres) et maintient l'ordre.

Il décide de la suspension de séance. Il clôt le débat, il soumet au vote et lève la séance.

V - Secrétariat

Article 11 : Le secrétariat du CT est assuré par un représentant de l'autorité territoriale au sein du Comité.

Les fonctions de secrétaire adjoint sont effectuées par un des représentants du personnel désigné par ceux-ci pour les effectuer.

(*Article 22 - alinéa 1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985*)

Ils sont désignés au début de chaque séance et pour la seule durée de celle-ci. Ces fonctions peuvent être remplies par un suppléant en l'absence du titulaire.

Article 12 : Pour l'exécution des tâches matérielles, le secrétaire peut se faire aider par un fonctionnaire de la collectivité, non membre du CT, qui assiste aux réunions.

(*Article 22 - alinéa 2 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985*)

Les tâches d'assistance administrative (préparation des ordres du jour, convocations, procès-verbaux,...) sont effectuées par les services administratifs de la collectivité.

VI - Périodicité des séances

Article 13 : Le CT tient au moins deux réunions par an sur convocation de son Président ;
- soit à l'initiative de ce dernier ;
- soit à la demande écrite de la moitié des représentants titulaires du personnel ; cette dernière est adressée au Président du CT, et précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour.
Le CT se réunit dans le délai maximal d'un mois à compter de la demande.
(Article 24 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

Envoyé en préfecture le 18/02/2019

Reçu en préfecture le 19/02/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190213-5_2019-DE

Un calendrier des réunions sera établi en début d'année.

Le C.T se réunit dans les locaux de la collectivité.

VII - Convocations

Article 14 : Les convocations sont adressées, par tous moyens, y compris par courrier électronique aux représentants titulaires et suppléants, au moins 15 jours avant la date de la réunion, accompagnées de l'ordre du jour de la séance, ainsi que des dossiers associés.

Elles comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Les suppléants reçoivent pour information l'ordre du jour ainsi que les dossiers associés.

(Article 25 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985).

Des compléments pourront être envoyés aux membres du C.T. jusqu'à 5 jours ouvrés avant la réunion du C.T. dans le cas où ces documents ne seront pas majeurs à la compréhension du dossier.

Il en est de même d'un ajout à l'ordre du jour jusqu'à 5 jours ouvrés avant la réunion du C.T. dans la mesure où ce point est non majeur.

Article 15 : Tout membre titulaire du CT qui ne peut se rendre à la convocation en informe immédiatement par écrit, y compris par courrier électronique, le président du CT, afin que celui-ci convoque, selon le cas :

- le suppléant du représentant du collège employeur, étant précisé qu'un suppléant n'est pas affecté à un titulaire en particulier ;

- le suppléant du représentant du personnel appartenant à la même liste syndicale et désigné par l'organisation syndicale concernée. Le suppléant n'est pas affecté à un titulaire en particulier.

(Article 2 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

Article 16 : Des experts peuvent être convoqués par le Président du CT à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel.

Ils n'ont pas voix délibérative. Ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée à l'exclusion du vote.

(Article 25 - alinéa 3 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

VIII - Ordre du jour

Article 17 : L'ordre du jour de chaque réunion du CT est arrêté par le Président du CT.

Il doit également mentionner les questions dont l'inscription a été demandée par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

(Article 25 - alinéa 1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

IX - Quorum

Article 18 : Le Président du C.T ouvre la séance après avoir vérifié que la moitié au moins des représentants du personnel est présente.

En outre, puisqu'une délibération n°70-2018 du 02 mai 2018 a prévu le recueil par le comité technique de l'avis des représentants de la collectivité, la moitié au moins de ces représentants doit également être présente.

Lorsque le quorum n'est pas atteint dans l'un des collèges ayant voix délibérative, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres du comité qui siègent alors valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents, dans un délai maximum de 30 jours.

(Article 30 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

X - Déroulement de la séance

Article 19 : Les séances ne sont pas publiques.
(Article 27 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

Envoyé en préfecture le 18/02/2019

Reçu en préfecture le 19/02/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190213-5_2019-DE

Article 20 : En début de réunion, le Président communique au C.T la liste des participants et excusés.

Article 21 : Le Président rappelle les questions inscrites à l'ordre du jour.

A la majorité des suffrages exprimés, ces questions peuvent être examinées dans un ordre différent de celui fixé par l'ordre du jour ou reportées.

XI - Avis

Article 22 : Si l'avis du C.T ne lie pas l'autorité territoriale, il est cependant obligatoire.

Article 23 : L'avis du C.T est émis par collège, à la majorité des représentants de chaque collège présents, ayant voix délibérative

En cas de partage des voix au sein d'un collège, l'avis de celui-ci est réputé avoir été donné.

(Article 26 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

Lorsqu'un point à l'ordre du jour, dont la mise en œuvre nécessite une délibération, recueille un avis défavorable unanime des représentants du personnel, ce point modifié fait l'objet d'un réexamen et donne lieu à une nouvelle consultation du C.T dans un délai compris entre huit et trente jours.

La convocation est adressée dans un délai de huit jours aux membres du C.T.

Le C.T siège alors valablement sur cette question quel que soit le nombre de membres présents.

Il ne peut être appelé à délibérer une nouvelle fois suivant cette même procédure.

(Article 30-1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

Article 24 : Les représentants suppléants des deux collèges qui ne remplacent pas un représentant titulaire défaillant peuvent assister aux réunions du C.T. et prendre part aux débats.

Ils ne peuvent toutefois pas prendre part aux votes.

Article 25 : Les avis sont portés, par tout moyen, à la connaissance des agents en fonctions dans la ou les collectivités ou établissements concernés. Les avis seront communiqués avec les fiches de paie du mois qui suit la réunion du comité technique.

(Article 31 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

XII - Vote et procès-verbal

Article 26 : En toute matière, il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent ayant voix délibérative ait été invité à prendre la parole.

Les modalités de vote sont les suivantes :

- vote à main levée et par collège
- vote à bulletins secrets sur demande du tiers des membres présents ayant voix délibérative, applicable au collège qui l'a sollicité

Aucun vote par procuration n'est accepté.

Article 27 : Le secrétaire, assisté du secrétaire adjoint, établit le procès-verbal de la réunion.

Le procès-verbal de séance est signé par le Président, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis aux membres du C.T dans un délai de trente jours à compter de la date de la séance.

(Article 22 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Article 28 : Le C.T doit être tenu informé, dans un délai de deux mois, des suites données à ses avis par une communication écrite du Président du C.T à chacun des membres.

(Article 31 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985)

XII - Modification du règlement intérieur

Article 29 : La modification du présent règlement pourra être demandée
membres du C.T.

Envoyé en préfecture le 18/02/2019
Reçu en préfecture le 19/02/2019
Affiché le
ID : 055-200066157-20190213-5_2019-DE